

Développements macroéconomiques récents

On estime que le PIB a augmenté de 7,1 % en 2021 après une baisse de 9,9 % en 2020 en raison de la COVID-19. En matière d'offre, le tourisme et la pêche soutiennent la croissance et représentent les principaux apports au PIB, au marché des changes et à l'emploi. En matière de demande, la croissance est tirée par la consommation et l'investissement des ménages. Grâce à une politique monétaire accommodante appliquée par la banque centrale, l'inflation est passée de 1,8 % en 2020 à 9,7 % en 2021 à cause des ruptures d'approvisionnement. Le déficit budgétaire a diminué, de 18,9 % du PIB en 2020 à 6,0 % en 2021 avec l'amélioration de la collecte des recettes. Le déficit du compte courant a légèrement diminué, de 23,1 % en 2020 à 19,8 % en 2021, reflétant ainsi la relance. Les déficits budgétaires et du compte courant ont été financés par les prêts à taux préférentiel et des emprunts intérieurs.

Avec le déclin des revenus issus du tourisme, le taux de change a subi une dépréciation, passant de 13,8 SCR à 21,3 SCR contre 1 USD en février 2021. Les réserves extérieures restent solides, avec 4,5 mois de couverture des importations en 2021. La dette a baissé en 2021, à 81,2 % du PIB, contre 92,2 % en 2020. Le secteur financier est bien développé avec huit banques et cinq institutions financières non bancaires. Les banques sont néanmoins très concentrées. Les trois banques les plus importantes détiennent 80 % des actifs, dépôts et prêts du secteur bancaire. La pauvreté est globalement faible (à 1,1 %) et la plupart des indicateurs sociaux sont bons. Avec près de 15 programmes d'aide sociale en place, les conséquences de la COVID-19 sur la pauvreté ont été limitées, bien que le chômage ait progressé en 2020 jusqu'à 4,8 % contre 2,3 % en 2019. Le montant de l'allocation de DTS aux Seychelles a été de 21,9 millions, soit plus du double de l'allocation cumulative précédente qui s'élevait à 8,3 millions, et un montant équivalent à près de 4 % des réserves de change.

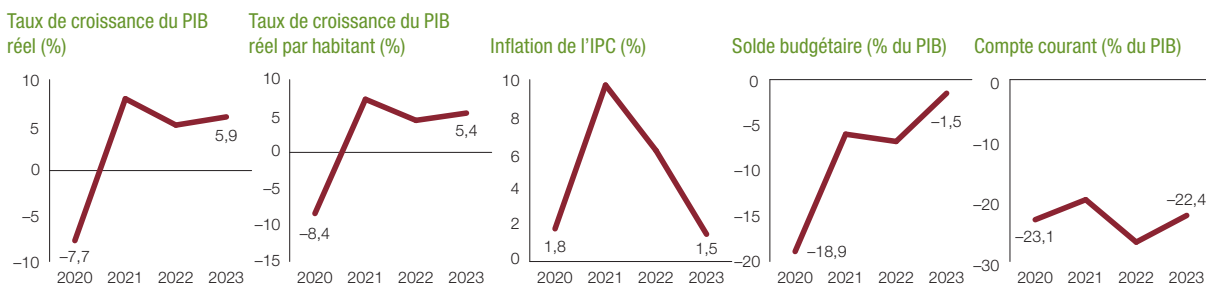
Perspectives et risques

Les perspectives à moyen terme demeurent positives. Le PIB devrait connaître une hausse de 5,0 % en 2022 et de 5,9 % en 2023 avec le maintien de la relance économique. Le déficit budgétaire devrait se réduire davantage, jusqu'à 1,5 % en 2023 après une légère augmentation à 6,8 % en 2022, grâce à l'augmentation de la collecte des recettes. Le déficit du compte courant devrait se creuser à 26,8 % en 2022 et

22,4 % en 2023 en raison de l'incertitude de la reprise économique mondiale et de la situation en Russie, pays de provenance de la plupart des touristes en 2021. L'encours de la dette devrait tomber à 76 % du PIB en 2022 et en dessous de 70 % en 2023. L'inflation devrait descendre à 6,41 % en 2022 et 1,5 % en 2023 avec l'amélioration de la situation des chaînes d'approvisionnement. Le tourisme et la pêche continueront à être des facteurs essentiels de croissance, cependant, les services à forte intensité de connaissances (SFIC), notamment la finance numérique et les TIC (ce dernier secteur devrait connaître une croissance de 7 % en 2022), y contribueront également. L'incertitude concernant la relance économique mondiale post-pandémie, le déploiement de la vaccination, la crise Russie-Ukraine et les effets connexes sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et les restrictions de voyage représentent des risques à la baisse. Afin de remédier à leur vulnérabilité et à l'incertitude entourant la croissance, les Seychelles doivent continuer à diversifier leur économie pour réduire leur dépendance excessive vis-à-vis du tourisme.

Changement climatique et options de politiques publiques

Situées dans l'océan Indien, les Seychelles sont exposées aux tsunamis, aux ouragans et aux raz-de-marée, qui peuvent anéantir les actifs et réduire l'activité économique. Les Seychelles sont au 130^e rang de l'indice IRC 2021. Tout récemment (avril 2021), le cyclone tropical Jobo a balayé les îles périphériques. Les Seychelles émettent 5,38 t éqCO₂ par habitant et par an, ce qui est très élevé, 95 % des émissions étant dues à la production d'électricité et aux transports. Néanmoins, le pays reste mobilisé face au changement climatique : en 2021, il a finalisé un plan stratégique de lutte contre le changement climatique avec des objectifs de programmes d'adaptation dans les transports, l'énergie et les infrastructures. Les Seychelles ont été le premier pays à introduire le refinancement de la dette pour la conservation des océans, de sorte qu'un tiers de son territoire océanique est protégé contre le changement climatique et l'exploitation économique non réglementée. Parmi les objectifs de la CDN figurent 15 % d'énergies renouvelables et le passage de 30 % des véhicules à l'énergie électrique d'ici 2030. La CDN mise à jour fait état de projets d'atténuation et d'adaptation, avec un coût de financement d'environ 670 millions USD répartis à peu près équitablement. En gardant une approche ciblée et leurs partenariats au niveau international, les Seychelles sont susceptibles d'atteindre l'ODD 13 d'ici 2030.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.